

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 14426

Numéro SIREN : 830 343 950

Nom ou dénomination : PROMEGE HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2018 sous le numéro de dépôt 72483



1819720502

DATE DEPOT :	2018-07-13
NUMERO DE DEPOT :	2018R072483
N° GESTION :	2017B14426
N° SIREN :	830343950
DENOMINATION :	PROMEGE HOLDING
ADRESSE :	29 rue de Meaux 75019 Paris
DATE D'ACTE :	2018/06/20
TYPE D'ACTE :	CERTIFICAT
NATURE D'ACTE :	ATTESTATION BANCAIRE

PARIS BUTTES CHAUMONT
35 AVENUE SECRETAN
75019 PARIS 19
Tél. : 01 42 03 09 98

S.A.S PROMEGE HOLDING
29 RUE DE MEAUX
75019 PARIS

CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE DES FONDS

Je soussignée Sabrina IDER,

Agissant en qualité de responsable de l'agence de Paris Buttes Chaumont de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France, société coopérative à capital variable, établissement de crédit immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 775 665 615 et ayant son siège social 26 quai de la Rapée 75012 Paris,

Certifie qu'il a été déposé le 19 juin 2018 par :

La société JOSADA GROUPE (RCS Paris 814 875 894) demeurant au 25, rue Fécamp, 75012 Paris

Et par

La société AZUREL ABC (RCS Nanterre 823 761 598) demeurant au 48, Boulevard Gambetta, 92700 Colombes,

Sur le compte spécial bloqué n° 65051047936 ouvert auprès de notre établissement de crédit au nom de la SAS PROMEGE HOLDING, dont le siège social est établi au 29, Rue de Meaux 75019 Paris,

La somme de 320 000 euros (Trois cent vingt mille euros), 200 000 (deux cent mille) euros par la société JOSADA GROUPE et 120 000 (cent vingt mille) euros pour la société AZUREL ABC, correspondant à la souscription de 16 (seize) actions d'un montant nominal de 1 (un) euro :


JOSADA GROUPE à hauteur de 10 actions, souscrites et libérées en totalité

AZUREL ABC à hauteur de 6 actions, souscrites et libérées en totalité

auquel s'ajoute une prime d'émission de 319 984 (trois cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatre) euros, émises dans le cadre de l'augmentation du capital social décidée par l'assemblée générale des associés en date du 12 juin 2018.

Fait en 2 exemplaires originaux à Paris, le 20/06/2018.

Sabrina IDER
Directeur d'agence



Agence de PARIS
BUTTES CHAUMONT
35, Av. Secretan
75019 PARIS
Tél. 01 42 03 09 98



1819720501

DATE DEPOT : 2018-07-13
NUMERO DE DEPOT : 2018R072483
N° GESTION : 2017B14426
N° SIREN : 830343950
DENOMINATION : PROMEGE HOLDING
ADRESSE : 29 rue de Meaux 75019 Paris
DATE D'ACTE : 2018/06/12
TYPE D'ACTE : DECISION DES ASSOCIES
NATURE D'ACTE : AUGMENTATION DE CAPITAL
MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)



PROMEGE HOLDING
Société par actions simplifiée
au capital de 100 euros
Siège social : 29 rue de Meaux
75019 PARIS
RCS PARIS 830 343 950

17214428

PC du 12/8/18
AVMT

CA du 20/6/18
AT

PROCES-VERBAL DE DECISION DES ASSOCIES EN DATE DU 12 JUIN 2018

Le 12 juin 2018,

08 au 12/8/18

Les soussignées

- **Monsieur Jérôme COPOLATA**, né le 1^{er} juillet 1976 à Villeneuve Saint-Georges (94190), de nationalité française et demeurant au 1 rue Joseph Granier à Paris (75007) ;
- **Monsieur Clément GUILLEMIN**, né le 8 octobre 1984 à Ploemeur (56270), de nationalité française et demeurant au 17 Villa Paul Verlaine à Paris (75019) ;
- **La société OBA INVEST**, société à responsabilité limitée de droit français, au capital de 1.000 euros, dont le siège social est sis 29 rue de Meaux à Paris (75019), immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 801 488 51, représentée par son gérant Monsieur Andréa BALISTRERI, dûment habilité à l'effet des présentes ;

Détenant ensemble la pleine propriété des 100 actions composant le capital social de la société **PROMEGE HOLDING** (ci-après « la Société »), société par actions simplifiée au capital de 100 euros dont le siège social est 29, rue de Meaux à Paris (75019), enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 830 343 950.

Et en présence de

- **La société JOSADA GROUPE**, société par actions simplifiée au capital de 4.072.000 euros dont le siège est au 25, rue Fécamp, 75012 Paris, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 814 875 894, représentée par son Président, la société MOSYDA, elle-même représentée par Monsieur Sylvain CURIEL ;
- **La société AZUREL ABC**, société à responsabilité limitée au capital de 2.065.000 euros dont le siège est au 48 Boulevard Gambetta, 92700 Colombes, enregistrée au RCS de Nanterre sous le numéro 823 761 598, représentée par son Gérant, Monsieur Guy CURIEL ;

Handwritten initials and signatures at the bottom of the page.

ONT PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- L'augmentation du capital de la Société réservés aux salariés de la Société ;
- L'agrément de deux nouveaux associés et engagement d'adhésion au pacte d'associés de la Société en date du 29 mai 2018 par les deux nouveaux associés ;
- L'augmentation du capital de la Société par apport en numéraire des Sociétés JOSADA GROUPE et AZUREL ABC et la fixation d'une prime d'émission ;
- La constatation de l'augmentation du capital de la Société ;
- La modification des statuts ;
- La délégation de pouvoirs en vue des formalités.

*

PREMIERE DECISION — Augmentation de capital réservée aux salariés de la Société

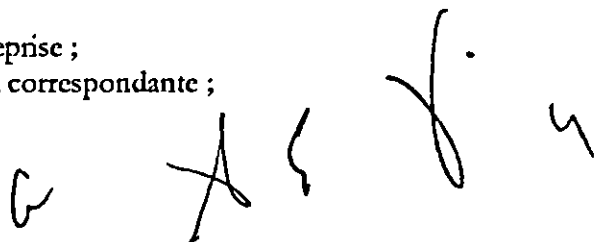
Les Associés de la Société décident, conformément aux dispositions de l'article L225-129-6 du Code de Commerce, et dans le cadre de la consultation des actionnaires prévue dans le cadre de décisions d'augmentation du capital par apport en numéraire, de statuer sur un projet d'augmentation de capital social par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise, en suivant les procédures prévues par les articles L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

En cas d'adoption de la présente résolution, les Associés de la Société décident de donner au Président de la Société, tous pouvoirs pour :

- Augmenter le capital de la société d'un montant qui ne pourra excéder 1.000 €, sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions destinées à être souscrites exclusivement par les salariés adhérents au plan d'épargne d'entreprise susceptible d'être mis en place sur les actions de la société dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail ;
- Le prix de souscription des actions émises en application de la présente délégation sera déterminé par le Président de la Société, lors de sa décision fixant la date d'ouverture de la souscription, conformément aux dispositions de l'Article L. 3332-20 du Code du Travail ;
- Dans le cadre de la présente délégation, les Associés de la Société décident de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise de la Société ;
- La présente délégation est consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente décision ;

L'assemblée générale extraordinaire délègue tous pouvoirs au Président de la Société pour :

- Réaliser, l'augmentation du capital susvisé déterminé par l'assemblée générale, par l'émission d'actions nouvelles réservées aux salariés ;
- Fixer les modalités de cette émission ;
- Déterminer le prix de souscription ;
- Prévoir la mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- Constaté la réalisation de l'augmentation de capital correspondante ;



- Accomplir ou faire accomplir tous actes ou formalités à effet de rendre définitive l'augmentation de capital à réaliser en exécution de la présente décision des Associés ;
- Procéder à la modification corrélative des statuts, établir tous rapports complémentaires et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution, mis aux voix, est rejetée à l'unanimité par les Associés de la Société.

DEUXIEME DECISION – Agrément de deux nouveaux associés

Après avoir pris connaissance du projet d'augmentation de capital de la Société et l'entrée au capital de la société :

JOSADA GROUPE,

Et de la société :

AZUREL ABC,

ci-dessus désignées,

Les Associés déclarent agréer ces deux sociétés, comme nouveaux associés de la Société.


Les Associés de la Société prennent par ailleurs acte de l'engagement des sociétés JOSADA GROUPE et AZUREL ABC, nouvelles associées de la Société, de rejoindre le pacte d'associés de la Société daté du 29 mai 2018 (annexé au présentes), et s'engagent réciproquement à inclure les sociétés JOSADA GROUPE et AZUREL ABC dans le pacte susvisé.

Conformément au pacte des Associés susvisé, les Associés de la Société décident que l'adhésion des sociétés JOSADA GROUPE ET AZUREL ABC sera recueillie dans les termes et conditions prévues aux articles IV.4.2 et IV.4.3 du pacte susvisé, préalablement et à titre de condition à leur souscription de cette émission de titres.

TROISIEME DECISION — Augmentation de capital par apport en numéraire des sociétés JOSADA GROUPE et AZUREL ABC

Les Associés, après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, et que la valeur de la société s'établit à deux millions (2.000.000) euros, soit une valeur de vingt-mille (20.000) euros par action, décident d'augmenter le capital de la Société, actuellement fixé à cent (100) euros et divisé en cent (100) actions de un (1) euro chacune, d'un montant de seize (16) euros pour le porter à cent seize (116) euros par émission de seize (16) actions nouvelles d'un valeur nominale de un (1) euro chacune à libérer en numéraire, cette augmentation de capital étant assortie d'une prime d'émission d'un montant de trois cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatre (319.984) euros, soit dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (19.999) euros par action nouvelle.

La valeur de la société a été arrêtée par la société KOREGRAF dans un rapport en date du 6 juin 2018. Les sociétés JOSADA GROUPE et AZUREL ABC, par l'intermédiaire de leurs représentant, ont pris connaissance de ce rapport et acceptent cette valorisation. Les sociétés JOSADA GROUPE et AZUREL ABC ont été informées par leur conseil quant aux risques inhérents à une souscription à une augmentation de capital.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'W G A 48'.

Ceci étant exposé, la collectivité des associés décide de réserver cette augmentation de capital aux sociétés JOSADA GROUPE et AZUREL ABC, ci-dessus désignées, qui ont manifesté leur intention de souscrire à concurrence de la totalité des actions nouvelles, dans les proportions suivantes :

- JOSADA GROUPE à hauteur de 10 actions, souscrites et libérées en totalité ;
- AZUREL ABC, à hauteur de 6 actions, souscrites et libérées en totalité.

La prime d'émission sera libérée immédiatement à hauteur d'un montant de 319.984 euros, par versement

- Par la société JOSADA GROUPE, d'une somme de 199.990 euros correspondant à la totalité de la prime d'émission attachée aux actions souscrites ;
- Par la société AZUREL ABC, d'une somme de 119.994 euros correspondant à la totalité de la prime d'émission attachée aux actions souscrites.

QUATRIEME DECISION — Constatation de l'augmentation de capital

La collectivité des associés constate que les 16 actions nouvelles ont été souscrites en totalité en numéraire dans les conditions précisées dans la décision précédente et constate en conséquence l'augmentation du capital de la Société qui est porté de 100 euros à 116 euros.

CINQUIEME DECISION — Modification des Statuts

La collectivité des associés décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société comme suit afin de prendre en compte l'augmentation de capital :

« ARTICLE 6 : APPORTS

A la constitution de la société, les associés ont fait les apports suivants :

Apports en numéraire :

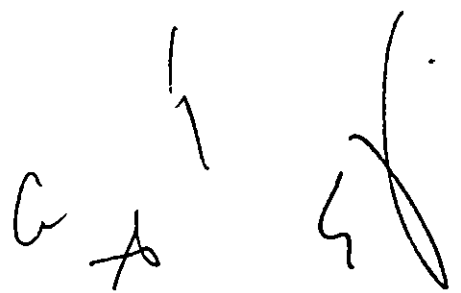
Une somme en numéraire de cent euros (100 €), correspondant à cent (100) actions d'une valeur nominale de un (1) euro, souscrites en totalité et entièrement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat de dépôt délivré le 06 juin 2017 par la banque SOCIETE GENERALE, dépositaire des fonds, auquel est demeuré annexé la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit cent euro (100 €) a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Aux termes d'une décision unanime des associés en date du 12 juin 2018, le capital social a été augmenté pour le porter à 116 euros. Cette augmentation a été souscrite par :

- JOSADA GROUPE, à hauteur de 10 euros ;
- AZUREL ABC à hauteur de 6 euros.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL



Le capital social est fixé à cent seize euros (116 €), divisé en cent (116) actions de un (1) euro de valeur nominale chacune, de même catégorie. »

SIXIEME DECISION — Pouvoirs

Tous pouvoirs sont d'ores et déjà donnés au Président, au porteur d'une copie des présentes et à la société FORMALSUP, avec faculté de délégation, afin de procéder à l'ensemble des formalités prévues par la loi.

Fait à PARIS

Le 12 / 06 / 2018

Monsieur Jérôme COPOLATA

Monsieur Clément GUILLEMIN

La société OBA INVEST SARL

Monsieur Andréa BALISTRERI

La société JOSADA GROUPE

Monsieur Sylvain CURIEL

La société AZUREL ABC

Monsieur Guy CURIEL

Registre : SIREVIC DEPARTEMENTAL DEPT. 75
PARIS 57-11-ACTHTE
Le 25/06/2018 Dossier 2018 32457, référence 2018 A 13095
Emploi : 1754 Penalties : 0 €
Total liquid : 0 €
Montant reçu : 116 € cent soixante-quinze Euros
L'Agent administratif des finances publiques

M. Julien ESTELLIER
Agent des Impôts



1819720503

DATE DEPOT : 2018-07-13
NUMERO DE DEPOT : 2018R072483
N° GESTION : 2017B14426
N° SIREN : 830343950
DENOMINATION : PROMEGE HOLDING
ADRESSE : 29 rue de Meaux 75019 Paris
DATE D'ACTE : 2018/06/12
TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :

A 114426

SAS PROMEGE HOLDING

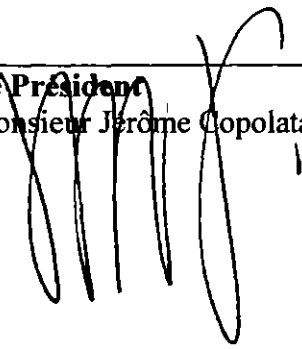
Société par actions simplifiée au capital de 116 euros
Siège social : 29 rue de Meaux – 75019 PARIS
RCS PARIS n°830 343 950

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
13 JUL. 2018
Sous le N° : 172483

STATUTS MIS A JOUR EN DATE DU 12 JUIN 2018

le 12 juin 2018
Certifiés conformes - Jérôme COPOLATA - Président.
à l'original -

Le Président
Monsieur Jérôme Copolata



ARTICLE 1 : FORME

Il est formé une société par actions simplifiée régie par le Code du commerce ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet :

- L'activité de holding, la prise de participation, et plus généralement la gestion de participation,
- La gestion de sociétés,
- Le développement et la gestion de projets de promotion immobilière,
- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale « PROMEGE HOLDING ».

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

La société doit encore indiquer, en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 29, rue de Meaux à PARIS (75019). Il peut être transféré en tout lieu par décision collective des associés ou du Président habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 : APPORTS

A la constitution de la société, les associés ont fait les apports suivants :

Apports en numéraire :

Une somme en numéraire de cent euro (100 €), correspondant à cent (100) actions d'une valeur nominale de un (1) euro, souscrites en totalité et entièrement libérées, ainsi qu'il résulte du

certificat de dépôt délivré le 06 juin 2017 par la banque SOCIETE GENERALE, dépositaire des fonds, auquel est demeuré annexé la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit cent euro (100 €) a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Aux termes d'une décision unanime des associés en date du 12 juin 2018, le capital social a été augmenté pour le porter à 116 euros. Cette augmentation a été souscrite par :

- JOSADA GROUPE, à hauteur de 10 euros ;
- AZUREL ABC à hauteur de 6 euros.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent seize euros (116 €), divisé en cent (116) actions de un (1) euro de valeur nominale chacune, de même catégorie.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 21 ci-après.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

ARTICLE 9 : LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominative et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation du capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 11 : MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à clôture de la liquidation.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société.

ARTICLE 12 : AGREMENT

Les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'après agrément préalable donné par le Président et le Directeur Général.

La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital. Le Président notifie cette demande d'agrément aux associés.

La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception. Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées. En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trois (3) mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

A défaut d'accord sur le prix de rachat, celui-ci est fixé par un expert désigné conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois (3) mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Toutes les cessions réalisées en violation de cette clause d'agrément sont nulles.

ARTICLE 13 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 14 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 15 : LE PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Les fonctions du Président prennent fin, soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du Président peut être prononcée à tout moment par décision collective des associés prise à l'unanimité des actions disposant du droit de vote.

ARTICLE 16 : LE DIRECTEUR GENERAL

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à la majorité absolue un Directeur Général, personne physique ou morale, associé ou non de la société, investi, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient directeurs généraux en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de Directeur Général est fixée par la décision qui les nomme et ne peut excéder celle du mandat du Président.

La société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

Le Directeur Général est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Les fonctions du Directeur Général prennent fin, soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du Directeur Général peut être prononcée à tout moment par décision collective des associés prise à l'unanimité des actions disposant du droit de vote.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

ARTICLE 17 : COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si la société remplit les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle vient à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

Tout associé pourra en outre demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

ARTICLE 18 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

Conformément à l'article L.227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le commissaire au compte présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la société.

ARTICLE 19 : REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L.2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunit une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolution présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social cinq (5) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les trois (3) jours de leur réception.

ARTICLE 20 : DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Approbation des conventions réglementées,
- Nomination des commissaires aux comptes,
- Augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- Transformation de la société,
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- Dissolution et liquidation de la société,
- Agrément des cessions d'actions,
- Inaliénabilité des actions,
- Suspension des droits de vote et d'exclusion d'un associé,
- Augmentation des engagements des associés,
- Nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président et du Directeur Général.

ARTICLE 21 : FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président, en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, sont prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et

de l'inscription en compte de ses actions au troisième jour précédant la décision collective à zéro heure, heure de Paris.

ARTICLE 22 : CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 23 : ASSEMBLEE GENERALE

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens quinze (15) jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Un ou plusieurs des associés représentant au moins 10% du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les trois (3) jours de leur réception.

L'assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son Président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des associés sont présents ou représentés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

ARTICLE 24 : REGLES DE MAJORITE

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi ou par les présents statuts, sont prises à la majorité des trois quarts du capital social. Les autres décisions sont prises à la majorité absolue.

Doivent notamment être prises à l'unanimité des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- Celles prévues par les dispositions légales,
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimée dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

ARTICLE 25 : DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la société aux associés quinze (15) jours avant la date de consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie des statuts à jours de la société ainsi que, pour les trois derniers exercices, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 26 : EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 27 : COMPTES ANNUELS

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le Président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans le délai de six (6) mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

ARTICLE 28 : AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice.

Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5% au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- Toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du Président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale à la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 29 : PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) jours après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 30 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 31 : TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 32 : DISSOLUTION/LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 33 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 34 : REGIME FISCAL

Les associés décident d'opter pour le régime de l'impôt sur les sociétés au réel simplifié, et au régime de la taxe sur la valeur ajoutée au réel simplifié avec déclaration annuelle.